

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - N° 1821 - 4 novembre 1993 - 8 F

D 1821 **URUGUAY: LA POLÉMIQUE SUR LE LIVRE**
DU P. PÉREZ AGUIRRE

Le 30 septembre 1993, la presse uruguayenne publiait un communiqué du conseil permanent de la Conférence épiscopale uruguayenne, suite à la publication du livre "L'Eglise non crédible" du jésuite Luis Pérez Aguirre (cf. DIAL D 1815). L'impact de cet ouvrage dans l'opinion publique a été considérable, ce qui explique probablement la dureté de la réplique des évêques du pays. Dans ce dossier, le lecteur trouvera:

- 1) le texte du conseil permanent;
- 2) un résumé des principaux moments de cette "affaire" actuellement au point mort.

Note DIAL

1. Déclaration du conseil permanent de la Conférence épiscopale uruguayenne sur le livre "L'Eglise non crédible" du P. Pérez Aguirre (30 septembre 1993)

Dans le but de fortifier la foi de nos communautés, en accomplissement de la mission qui nous a été confiée de "protéger la doctrine chrétienne en apprenant aux fidèles à la défendre et à la propager" (CD 13), nous vous adressons ce message à propos d'un livre récemment édité dans notre pays et qui contient des critiques sur divers aspects de l'Eglise en tant qu'institution humaine.

1. Nous partageons avec nombre d'entre vous le souci et l'engagement pour revivifier l'ardeur, les méthodes et les formes d'expression dans l'Eglise, dans la ligne de la "nouvelle évangélisation" à laquelle nous invitent le souffle de l'Esprit et la voix de Jean-Paul II en ce moment de l'histoire.

Sans aborder ici l'analyse des différents sujets traités par l'auteur, nous tenons à exprimer publiquement notre désaccord sur l'approche très partielle de nombreux sujets. C'est le cas, par exemple, de l'interprétation des rapports entre la hiérarchie et ses fidèles en termes de conflit permanent entre oppresseurs et opprimés: une telle clé de lecture, reflet des influences d'une pensée marxiste reprise sans grand esprit critique, n'est pas la meilleure façon de saisir l'originalité de l'expérience d'une communauté ecclésiale.

2. L'exercice de la critique au sein de nos communautés doit se distinguer par un style propre, la différenciant de toute autre critique, quant au comportement et aux motivations.

La critique constructive et évangélique a ses propres "règles du jeu". Quand des personnes à la foi simple en sont troublées, ou quand certains médias "manipulent" des réalités qui ont une grande résonance affective chez un grand nombre de fidèles, on doit s'interroger sur la légitimité du chemin choisi. La perplexité est encore plus grande quand il s'agit, pour l'auteur de ces pages, d'un religieux lié à l'Eglise par des engagements solennels.

3. Une communauté chrétienne est appelée à être un espace de liberté et de vérité dans lequel ne manquent ni la correction fraternelle, ni le pardon, ni la

recherche sincère de la volonté de Dieu. Ces dispositions sont indispensables car nous faisons quotidiennement l'expérience des tentations et la preuve de fragilités.

Nos péchés, aussi minimes paraissent-ils, ternissent le témoignage de la lumière du Christ et peuvent scandaliser, voire affaiblir la foi de nos frères. L'enseignement de Jésus dans l'Evangile est clair: il rejette celui qui ne mentionne et ne valorise que ce qu'il fait, tout en méprisant les autres (Luc 18,9-14). L'ouverture d'esprit, même douloureuse, est la voie de la confrontation et du changement.

4. Si ce que recherche l'auteur est la "correction fraternelle", il est bon de rappeler que celle-ci doit être pratiquée dans le style évangélique qui lui donne le sceau de l'authenticité.

Le point de départ ne peut être le retentissement ou le désir de se mettre en avant: ce qui est critiqué doit réellement me faire souffrir; l'intention doit être transparente. Deuxièmement, il y a des manières, des lieux et des opportunités pour faire des critiques. Troisièmement, il faut tenir compte du résultat de la correction recherchée: si elle éloigne de l'Eglise, si elle ternit l'image des pasteurs, si elle sème la méfiance et provoque un refroidissement de la foi, nous avons le devoir de nous interroger sur la validité du procédé choisi.

5. Dans la longue histoire de l'Eglise, il n'a pas manqué de voix prophétiques - d'hommes et de femmes, et nous pensons ici à saint Bernard et à sainte Catherine de Sienne - qui ont beaucoup contribué à revivifier le témoignage de l'Eglise. Leurs exemples, comme ceux de tant d'hommes et de femmes d'aujourd'hui, sont pour nous un encouragement.

Critiquer est un droit et une responsabilité. Nous défendons le droit de penser différemment et d'exprimer publiquement des convictions ou expériences propres, cela tant qu'on ne mine pas la vérité fondamentale de la foi catholique. La liberté est certainement un bien, mais elle ne resplendit dans sa signification profonde que lorsqu'elle va de pair avec la vérité. Il existe dans l'Eglise un vaste champ pour l'opinion, la recherche et l'investigation; ainsi en témoignent, à travers les siècles, les multiples centres de réflexion et d'investigation que sont les universités, les écoles, les revues, etc., que les conciles eux-mêmes, dans des limites de légitimité, ont respectés; ainsi en est-il des différentes théologies qui ont fait leur apparition et se sont succédé. Les unes penchent vers l'augustinisme, d'autres vers le thomisme, d'autres encore préfèrent l'accent mis sur la Bible ou, pour d'autres, sur l'histoire, etc. Il serait absurde de prétendre qu'il n'y a qu'une approche du riche contenu de la Révélation pour en retirer la totalité. Comme l'a dit un théologien, la vérité est symphonique.

Saint Paul, qui a beaucoup aimé l'Eglise et qui à l'occasion s'est durement heurté à Pierre, nous a laissé cette règle d'or: "Tout m'est permis, mais tout n'est pas profitable" (1 Co 6,12). Sous la bannière de la liberté des fils de Dieu, il donnait aux chrétiens l'avertissement suivant: "Prenez garde que cette liberté dont vous usez ne devienne pour les faibles occasion de chute" (1 Co, 8,9).

6. Nous invitons les fidèles de nos communautés, prêtres, religieux et fidèles laïcs, à revivifier leurs liens d'appartenance à la communauté ecclésiale et d'harmonie cordiale avec elle, en renouvelant leur adhésion envers nous les pasteurs, qui sommes en communion avec l'évêque de Rome, tête visible de l'Eglise. Que les fidèles cultivent les critères pour "sentir avec l'Eglise", comme disait saint Ignace de Loyola. Le concile Vatican II recommandait aux prêtres de revoir en temps opportun les critères de l'ecclésialité pour ne pas travailler en vain. Pour finir, nous vous invitons à travailler solidairement en faveur de l'unité, non pas une unité feinte ou commode mais l'unité courageuse et entreprenante, pour rendre plus crédible l'espérance de vie qui resplendit en Jésus-Christ, notre sauveur.

Que Marie, mère de l'Eglise, priée dans notre pays sous le vocable de Vierge des Trente-Trois, ne cesse jamais de veiller avec sollicitude sur chacune de nos communautés et sur l'Eglise universelle en marche sur les routes de notre monde.

Nous vous saluons et vous bénissons en toute affection paternelle.

Au nom de tous les évêques
le Conseil permanent de la
Conférence épiscopale uruguayenne

Mgr Raúl Scarrone, évêque de Florida, président,
Mgr José Gottardi, archevêque de Montevideo, vice-président
Mgr Orlando Romero, évêque auxiliaire de Montevideo, secrétaire

2. "Brève chronique d'un bien triste affront" (15 octobre 1993)

La censure préalable

En mai 1993, le Père Luis Pérez Aguirre s.j remettait à son supérieur provincial le manuscrit d'un futur livre intitulé "L'Eglise non crédible, questions en suspens pour son troisième millénaire". Quelques jours après l'avoir reçu, le P. Provincial lui rendait le manuscrit, avec son jugement transmis par oral, comme cela se passait depuis la publication du premier des livres de l'auteur (actuellement, plus de quinze titres parus). La même norme avait prévalu chez les cinq provinciaux précédents, puisqu'aucun d'eux n'a jamais remis une autorisation écrite avalisant le verdict de la censure. Une fois seulement, et cela sur demande explicite d'un des censeurs qui est ami personnel de l'auteur, le P. Provincial a transmis par écrit le point de vue de ce censeur.

Quand, en fin mai, le P. Provincial a rendu le manuscrit, il a fait à l'auteur trois observations portant, pour deux d'entre elles, sur le contenu et, pour la troisième, sur la procédure éditoriale:

- Il a dit que le contenu ne touchait pas à des points concernant le dogme ou les bonnes moeurs.

- La critique, a-t-il ajouté, était dure vu que le texte regroupait tous les sujets les plus brûlants ("Tout ce qui est dit là est conforme à la vérité et n'est pas nouveau; le problème c'est que tu as tout mis ensemble"). Il a ensuite suggéré d'inclure dans le texte (si possible à la fin des différents chapitres) des éléments positifs, qui font eux aussi partie de la vérité. La remarque a semblé à l'auteur très raisonnable et il l'a fait, comme on peut le voir aux pages 14, 15, 29, 39, 52, 62/63, 73, 77/78, 103/104, 132, 142, etc.

- En ce qui concerne la procédure éditoriale, le P. Provincial a demandé à l'auteur s'il pensait publier le livre à l'étranger (le précédent avait été édité chez Sal Terrae, en Espagne, avec mise en vente dans toute l'Amérique latine) ou en Uruguay. L'auteur lui a répondu qu'il avait l'intention de le publier dans une maison d'édition uruguayenne. Le P. Provincial a déclaré, à titre de commentaire: "C'est bien de faire d'abord une édition à tirage limité pour voir comment réagit l'Eglise locale".

La demande de silence

La première édition du livre sort le 2 juillet. La diffusion est très bonne et l'intérêt suscité par le sujet fait que le livre est rapidement épuisé. Une deuxième édition sort le 23 juillet. Il y en aura une troisième le 6 août. A la même époque, la conférence épiscopale est en réunion. Quelques évêques se disent préoccupés du contenu du livre et décident de le transmettre pour étude à la commission doctrinale de l'épiscopat (1) dont le président est Mgr Pablo Galimberti.

Compte tenu du malaise chez les évêques et de l'impact important du succès de librairie dans l'opinion publique, le P. Provincial demande à l'auteur de garder le silence et de suspendre ses interventions dans les médias jusqu'à ce que la Commission doctrinale ait donné son avis. L'auteur accepte cette mesure le 11 août et il demande au P. Provincial, qui se rendait cette après-midi-là à une séance de l'assemblée de l'épiscopat, de demander explicitement une audience pour l'auteur

car il désirait pouvoir dialoguer avec les évêques et donner tous les éclaircissements nécessaires.

Les premiers affronts

Le lendemain, une certaine presse titre en termes dramatiques sur le retour de "l'Inquisition" en Uruguay en donnant une interprétation erronée de la demande de silence. Les journalistes interviewent l'évêque de Minas, Mgr Victor Gil, qui dit n'avoir pas lu le livre mais qui affirme: "Je connais le Père Pérez depuis l'époque du Sacré-Coeur où il m'était apparu comme un garçon **qui aime se mettre en avant**" (journal La República du 12 août 1993, p. 26). "Pour d'autres choses que j'ai lues de lui, a-t-il continué, je suis convaincu qu'il est un homme qui **n'a pas le sens de l'Eglise**. Même quand il dit qu'il l'aime, ses faits et gestes disent le contraire." Et plus loin: "Même si je n'ai pas lu le livre, d'après ce que j'en sais il se contente d'une compilation de déclarations faites par d'autres aigris vis-à-vis de l'Eglise."

L'auteur précise que Mgr Victor Gil n'a jamais pu le voir au Collège du Sacré-Coeur puisque l'auteur n'a fréquenté ce collège comme élève que durant la période 1953-1957 (2); et que s'il rencontrait Mgr Gil dans la rue, il ne pourrait pas non plus le reconnaître étant donné qu'il ne l'a jamais vu. Il pense qu'il a probablement confondu le nom de Aguirre avec celui de Aguerre.

Les journalistes interviewent ensuite Mgr Partelli, ancien archevêque de Montevideo, qui déclare "qu'un prêtre dise ces choses ce n'est pas sérieux. Je n'ai pas lu (le livre) mais ça me semble plus une diatribe qu'un livre" (La República, ibid).

Le 13 août, dans l'hebdomadaire Brecha, Mgr Rubio, évêque de Mercedes, déclare "qu'il n'y dépensera ni une minute (pour le lire) ni un peso (pour l'acheter)", convaincu que **L'Eglise non crédible** est un de ces livres "qui ne peuvent faire que du tort à la tâche pastorale des évêques". Il affirme que l'Eglise est sainte et qu'"elle ne mérite pas ces attaques dans un livre qui décrit des choses qui ne se produisent pas; c'est de la diffamation et de la calomnie". Il dit ne connaître du livre que les quelques paragraphes qu'on lui a lus, et qui lui sont apparus "aberrants" car "aucun chrétien qui aime l'Eglise ne peut parler ainsi de sa mère. Que "si le prêtre n'est pas content, qu'il s'en aille" (Brecha, 13 août 1993, p.32)

Le 27 août, plusieurs publications écrivent que "le Père Pérez Aguirre attend toujours d'être reçu par Mgr Gottardi" et que "bien que la demande date d'environ un mois, il n'a à ce jour reçu aucune réponse à sa demande d'audience" (cf. La República du 27 août 1993, p. 25).

Le 9 septembre, Mgr Andrés Rubio fustige à nouveau et durement l'auteur. Il affirme que "ce religieux aime la démagogie facile"... "Il travaille pour les pauvres, au nom desquels il voyage en de nombreux pays d'Europe" et "il attaque ses frères qui font ce travail de façon plus simple, avec moins de panache et plus d'authenticité"... Il le qualifie de "prêtre qui s'est fourvoyé en se faisant une réputation populaire, en marge de la vérité et, surtout, en marge de l'amour de l'Eglise". Il fait remarquer que, si Pérez Aguirre avait exercé son sacerdoce quelques décennies plus tôt, "il y a longtemps déjà qu'il aurait été déclaré *suspens*" (Búsqueda, 9 septembre 1993, p. 16).

Le 25 septembre, le P. Provincial appelle l'auteur pour l'interroger sur une conférence qu'il pensait donner au collège des Soeurs Dominicaines, car elle avait été interdite par Mgr l'archevêque. L'auteur lui explique que cette conférence n'avait rien à voir avec le livre et qu'il apprend de sa bouche qu'elle devait avoir lieu chez les Dominicaines: le Mouvement du Renouveau chrétien lui avait effectivement demandé un exposé, mais comme celui-ci n'avait pas de local il en cherchait un pour cela. L'auteur ajoute par ailleurs qu'il s'étonne beaucoup de l'attitude de la hiérarchie et qu'il ne sait plus maintenant à quoi s'en tenir, ni les choses qu'il peut faire et celles qu'il ne peut pas faire.

Le 27 septembre, le P. Provincial fait savoir à l'auteur qu'il a rencontré l'archevêque dans la matinée et que les évêques restent très ennuyés du livre. L'auteur lui explique qu'il attend toujours l'entrevue qu'il avait demandée et qu'il découvre à cet instant que sa demande n'a pas été acheminée... Il déclare alors qu'il est pour lui impératif de demander lui-même une entrevue à Mgr Gottardi mais le P. Provincial lui demande d'attendre deux ou trois jours. Quand il se décide à la demander, il apprend que l'archevêque est parti pour Rome.

Le 29 septembre, pour la première fois, l'auteur dialogue avec un évêque: Mgr Del Castillo, évêque auxiliaire de Montevideo, qu'il connaît depuis tout petit et qui est son cousin. Ils échangent en toute confiance et en des termes très positifs. Mgr Del Castillo lui suggère des pistes de rapprochement avec quelques évêques et s'offre également à rechercher des voies de détente.

Le 11 octobre sort dans les journaux le document du Conseil permanent de la Conférence épiscopale uruguayenne, texte dont l'auteur prendra connaissance par la presse dans la ville de Rivera, et dans lequel on condamne de façon confuse et peu détaillée la démarche de l'auteur, on lui attribue de prétendues (mauvaises) intentions, on rappelle des principes pour procéder à la critique dans l'Eglise, et, apparemment, on ne condamne pas le contenu du livre dont il est dit que "*(nous n'abordons pas) ici l'analyse des différents sujets traités par l'auteur*".

Nouveaux affronts dans le document du Conseil permanent

Alors que le document du Conseil permanent commence par dire "*sans aborder ici l'analyse des différents sujets traités par l'auteur*", il parle aussitôt après de "*l'approche très partielle de nombreux sujets. C'est le cas, par exemple, de l'interprétation des rapports entre la hiérarchie et ses fidèles en termes de conflit permanent entre oppresseurs et opprimés: une telle clé de lecture, reflet des influences d'une pensée marxiste reprise sans grand esprit critique, n'est pas la meilleure façon de saisir l'originalité de l'expérience d'une communauté ecclésiale*". L'auteur affirme qu'aucune lecture dépassionnée de son livre ne peut conduire à une telle affirmation, absolument étrangère tant au texte qu'à l'intention qui le guide. Ce passage et d'autres (par exemple quand il est dit que "*ce qui est critiqué doit réellement me faire souffrir*", alors que l'auteur affirme explicitement que la critique qu'il adresse le fait profondément souffrir - cf. p. 148 de *L'Eglise non crédible*) donnent à penser à l'auteur qu'on a parfois l'impression que les évêques parlent d'un livre qui n'est pas le sien.

Le document est confus dans sa structure rédactionnelle. Il semble s'adresser tantôt à l'auteur, tantôt aux communautés chrétiennes, quand ce n'est pas à la presse ou au public en général, sans solution de continuité. Mais le plus grave est que, au lieu d'adresser un avertissement sur d'éventuels contenus contraires à la saine doctrine, on s'en prend à nouveau à la personne de l'auteur, à ses prétendues (mauvaises) intentions et à son manque d'humilité.

Le document prévient le lecteur contre les attitudes de l'auteur avec l'argument que "*l'enseignement de Jésus dans l'Évangile est clair: il rejette celui qui ne mentionne et ne valorise que ce qu'il fait, tout en méprisant les autres (Lc 18, 9-14)*". Ceci tend à l'évidence à disqualifier non pas tant les affirmations de l'auteur dans son livre que sa propre personne. Puis le document présume d'autres intentions en évoquant pour l'auteur "*le ressentiment*", "*le désir de se mettre en avant*", le fait que la critique ne le fait pas "*souffrir*" (à l'encontre de ce que l'auteur déclare explicitement dans son ouvrage), et en suggérant que son intention n'est pas "*transparente*".

Ce document pas très heureux a conduit un éditorialiste à se demander: "*De quel droit le Conseil permanent de la Conférence épiscopale uruguayenne peut-il attribuer à Pérez Aguirre des situations et des intentions, en qualifiant son*

attitude?.."; et à demander: Le Conseil permanent sait-il que prêter des intentions à quelqu'un peut être synonyme de diffamation? Et que la définition ordinaire du mot est 'discréditer quelqu'un en publiant des choses portant atteinte à sa considération et à sa réputation' (d'après le Dictionnaire de la Real Academia)" (La República du 3 octobre 1993, p. 11). L'éditorialiste écrit ensuite: "Plus encore - bien que cela puisse être interprété comme une ingérence dans des normes strictement à autre usage - au chapitre de la justice de leur **Introduction théologique**, les Pères A. Girard, J. Tonneau et L. Lachance, op, énumèrent les conditions d'une bonne instruction et d'un bon jugement. La première est de prendre garde au jugement téméraire, 'le jugement vicié par défaut de vérité selon l'ordre de la raison prudente' ".

L'auteur s'est estimé offensé par le contenu du document, d'autant plus qu'il est signé "au nom de tous les évêques". Il pense qu'il a été disqualifié comme personne (alors que, curieusement, ses idées n'ont encore été ni discutées ni condamnées par aucune instance hiérarchique) et que, de ce fait, il voit se fermer devant lui toutes les portes de la communauté.

La prière et le jeûne

Face à cette situation, le P. Provincial fait savoir à l'auteur qu'il n'y a plus d'arguments pour justifier la réserve du silence et qu'il ne s'y sent plus lié. L'auteur pense alors que la seule possibilité qui lui reste est de revenir à une antique pratique chrétienne: la prière accompagnée du jeûne pour retrouver la paix et se purifier.

A cet effet, il rédige un texte pour expliquer son attitude et éviter de nouveaux malentendus. Mais le texte ne verra pas le jour car les supérieurs, en l'absence du provincial (le P. Alessandri était à Buenos-Aires), lui demandent de ne plus manifester ses sentiments. Il se retire alors chez lui, en silence, pour prier et jeûner.

Le texte disait: "Aujourd'hui, je ressens dans la solitude de ma conscience ce même besoin de prier et de jeûner, cette fois-ci pour des raisons touchant à l'Eglise que j'aime et à laquelle j'appartiens, quand cela me fait mal de la voir agir avec intolérance. J'estime que, suite aux événements ecclésiastiques vécus ces derniers jours, je n'ai pas d'autre moyen ni d'autre apport que celui de la prière et du jeûne pour éviter le scandale que je n'ai aucunement recherché, et pour que nous tous qui appartenons à l'Eglise nous sachions nous renouveler toujours pour parvenir à cette fraternité que le Maître de Nazareth nous a laissée en héritage.

"J'offre à mes frères évêques ce sacrifice en expiation de mes péchés et je me remets entre leurs mains et à leur cœur dans l'espoir que mon attitude ouvre la voie à la réconciliation. Envers ceux, spécialement, qui m'ont offensé et diffamé gratuitement, je voudrais que la prière et le jeûne nous aident aussi à retrouver les chemins de la vérité, de la justice et de la charité entre nous. Une chose est de juger des intentions et du cœur - qui n'appartient qu'à Dieu, et en vertu de quoi Jésus nous a dit que nous ne devons pas juger et que nous serions mesurés à la mesure dont nous nous servons envers les autres - et autre chose est de dénoncer des faits, aussi douloureux soient-ils.

Que l'Esprit-Saint nous donne à tous la force, la liberté et la bonté nécessaires pour pouvoir édifier ensemble et dans la vérité cette Eglise qui se doit particulièrement à ceux qui n'ont pratiquement rien, aux humiliés et à ceux qui souffrent le plus."

L'auteur a commencé à prier et à jeûner dans la nuit du 4 au 5 octobre. Le lendemain certains journaux ont parlé du jeûne comme d'"une grève de la faim contre les évêques". Il est évident que cela ne correspond aucunement à l'intention de l'auteur, et le P. Provincial suppléant s'est vu dans l'obligation d'envoyer

en urgence une lettre à tous les évêques pour manifester clairement cette intention et éviter le pire.

Le soir du 7 octobre, le P. Provincial suppléant déclare à l'auteur qu'un fax est arrivé de Rome donnant l'ordre de suspendre immédiatement le jeûne. Le P. Pérez Aguirre respecte l'ordre après avoir demandé les raisons qui le motivaient étant donné que, à Rome aussi, on semblait mal informé de ses intentions. Il transmet alors aux médias le communiqué suivant:

*"Le Père Luis Pérez Aguirre, sj, a suspendu aujourd'hui le jeûne qu'il avait commencé, et cela en obéissance à un ordre explicite de son supérieur religieux au motif d'éventuels et irréparables dommages pour l'Eglise en cas de poursuite. Il remercie de tout coeur ceux qui l'ont soutenu par la prière et la solidarité dans ces jours difficiles, et il a l'espoir de retrouver son honorabilité dans la réconciliation avec ceux qui l'ont diffamé et injurié. Il aspire également, quand les esprits seront apaisés, à ce que puisse s'ouvrir un espace de réflexion et de dialogue sur le contenu de son dernier livre **L'Eglise non crédible.**"*

Désormais, la seule chose que désire l'auteur c'est que soient publiquement levées la disqualification et la diffamation qui pèsent sur lui du fait des autorités compétentes, de sorte qu'il puisse reprendre ses activités dans la communauté chrétienne.

(1) Son nom officiel est "commission de la doctrine de la foi de la Conférence épiscopale uruguayenne", à ne pas confondre avec la congrégation romaine à l'intitulé approchant (NdT).

(2) L'auteur est né en 1941 et Mgr Gil en 1932 (NdT).

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)